

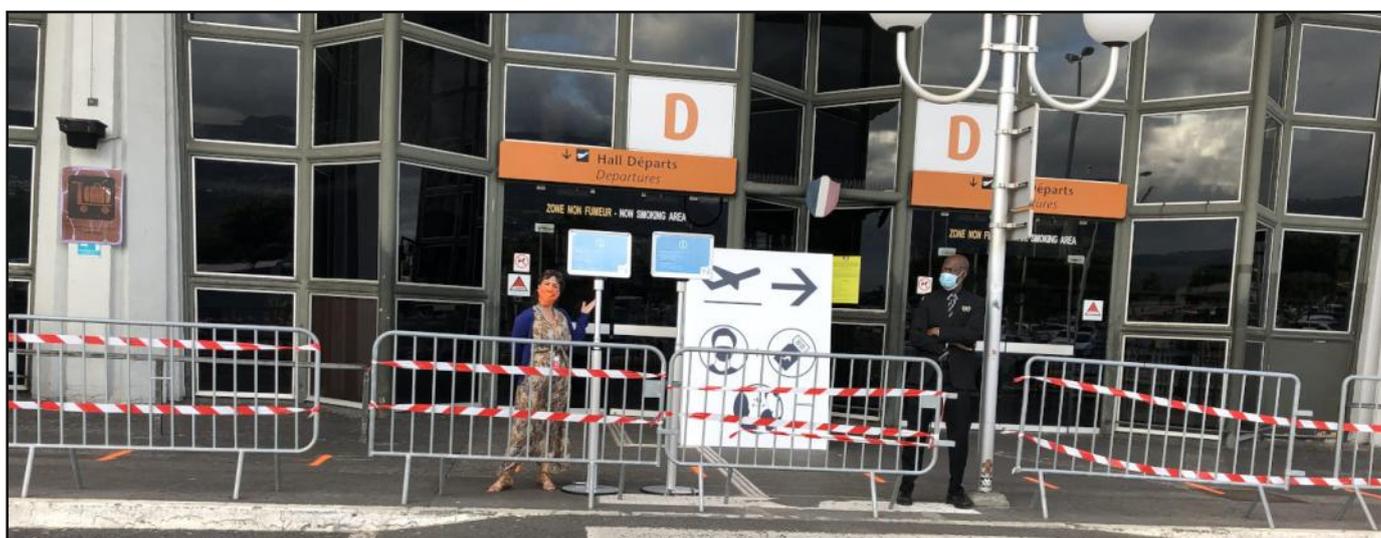
Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19542 - 76ÈME ANNÉE

Pour le Premier ministre, « différer un déplacement lointain, c'est probablement plus raisonnable »

Coronavirus : le gouvernement accélère la crise du tourisme à La Réunion



« Si vous pouvez différer un déplacement lointain, c'est probablement plus raisonnable », a déclaré hier le Premier ministre au sujet de la fin de la mesure limitant en France les déplacements à un rayon de 100 kilomètres autour du domicile. C'est clairement un appel lancé aux Français pour qu'ils n'aillent pas cette année en vacances dans un lieu éloigné. Or, pour un touriste français, La Réunion est un « déplacement lointain ». C'est bien la confirmation que cette année, les touristes venus d'ailleurs seront beaucoup moins nombreux que d'habitude. D'où la certitude que la crise est devant nous. C'est la fin pour le moment d'un modèle de tourisme à La Réunion, basé sur une clientèle essentiellement venue de France.

Les annonces du Premier ministre sur la seconde phase du déconfinement étaient très attendues hier. A La Réunion, les représentants des professionnels du tourisme demandent la levée de la quarantaine, jugée dissuasive pour la clientèle européenne. Bien qu'elle ne se fasse plus obligatoirement dans un centre dédié, cette mesure de santé publique impose à tout nouvel arrivant de rester confiné dans une pièce de son domicile avec interdiction de sortir. Si cette interdiction ne peut être respectée, par exemple si la personne vit seule et doit aller faire des courses, ou si le logement est trop exigu, le préfet peut encore imposer une quarantaine en centre dédié.

Edouard Philippe n'a pas remis en cause cette mesure. Pour venir à La Réunion, la quarantaine de 14 jours reste donc la règle.

Cette annonce a douché les espoirs du président de la Chambre de commerce et d'industrie. L'élu, également membre de la majorité de Didier Robert à la Région Réunion, déclare : « La mise en œuvre de tests de dépistage avant le départ en lieu et place de la quatorzaine obligatoire à l'arrivée, était attendue de professionnels du tourisme », affirme-t-il, « il faut donc que très rapidement nous puissions connaître les dispositions qui seront appliquées à partir du 1er juillet, dans le cas contraire, il ne sera pas possible de capter la clientèle métropolitaine (française - NDLR). Quel touriste potentiel de métropole (France - NDLR) choisirait la destination Réunion en étant contraint à une quatorzaine à l'arrivée ? La survie de nombreuses entreprises du secteur du tourisme est donc désormais en jeu ; secteur qui a

déjà perdu près de 100 millions d'euros de chiffre d'affaires ».

Quel touriste viendra dans ces conditions ?

Il est donc grand temps que des représentants des professionnels du tourisme prennent conscience que le modèle actuel n'est plus viable.

En effet, la quarantaine n'est pas le seul obstacle à la venue de touristes. Les conditions drastiques de sécurité sanitaire s'imposent aux compagnies aériennes pour continuer à desservir La Réunion. Air France et Air Austral ont déjà annoncé que toute personne ayant une température supérieure à 38 degrés se verra refuser l'embarquement. A bord, il sera nécessaire de garder en permanence un masque pendant plus de 10 heures d'un vol long courrier. Cette sécurité est bien relative, car on ne peut pas manger avec un masque, tout comme le masque peut tomber durant le sommeil. D'où la crainte de voir ces avions se transformer en lieu de contamination au coronavirus, malgré les assurances données par les compagnies sur le système de filtration de l'air dans la cabine.

Quel touriste serait prêt à dépenser des milliers d'euros pour des conditions de voyage aussi épiques, en ayant la garantie de devoir passer deux semaines enfermés dans un hôtel afin d'être sûr qu'il ne soit pas un vecteur de transmission du coronavirus dans la population réunionnaise ?

Sur la base de cette évidence, c'est un pan de l'économie réunionnaise qui risque de s'écrouler. En effet, contrairement aux Seychelles, il n'est pas possible d'empêcher tout contact entre les touristes et la population. Toute reprise comme avant est donc à exclure.

Reconversion à préparer

Les compagnies aériennes commencent à prendre les devants. Elles sont de plus en plus nombreuses à annoncer une baisse d'activité proche de la moitié au moment de l'éventuelle reprise, ce qui aura forcément des répercussions sur la desserte de La Réunion.

En annonçant le maintien de la quarantaine obligatoire, le gouvernement applique le principe de précaution en priorité. Cela veut dire qu'il est urgent de mettre sur pied des propositions pour la reconversion des travailleurs du tourisme. Cela suppose de s'accorder

dès à présent sur les secteurs économiques à développer qui pourront compenser les suppressions d'emploi prévisibles. Au cours de ces dernières semaines, les Réunionnais ont montré leur capacité d'adaptation à cette nouvelle situation, notamment avec la multiplication des initiatives citoyennes pour fabriquer des masques. Ceci rappelle que l'aide à la personne est un gisement d'emplois à valoriser.

M.M.

Quand un territoire de la République peut prendre des décisions importantes

Vers une quarantaine payée par le voyageur en Nouvelle-Calédonie

Contrairement à La Réunion où la quarantaine en centre dédié n'est plus obligatoire, cette mesure de santé publique est maintenue par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Elle est complétée par une semaine de quarantaine à domicile sous surveillance de la police. Cette quarantaine ne concerne que les rapatriés, car aucun vol régulier n'atterrira en Nouvelle-Calédonie jusqu'au 31 juillet. Pour l'avenir, le gouvernement de ce territoire de la République envisage de faire payer les deux semaines de quarantaine en hôtel par les voyageurs ou ceux qui les font venir.

« La Nouvelle-Calédonie continuera à limiter les entrées sur le territoire pour éviter la propagation du virus. C'est en ce sens que le gouvernement a décidé mardi dernier de prolonger la suspension des vols réguliers internationaux jusqu'au 31 juillet », rappelle Nouvelle-Calédonie Première à l'issue d'une conférence de presse du gouvernement du territoire.

« Le gouvernement a également entendu les demandes de certaines entreprises qui veulent faire entrer pour de courtes périodes des « acteurs économiques essentiels à leur activité, des experts extérieurs ». La quatorzaine imposée (plus une semaine) pose de vraies difficultés et le gouvernement se penchera également sur ce cas la semaine prochaine. Les experts scientifiques étudient la question et doivent donner leurs conclusions au gouvernement », précise Nouvelle-Calédonie Première qui ajoute que : « Le président du gouvernement a indiqué que la facturation des quarantaines pourrait être envisagée dans certains cas, une fois le plan de rapatriement des Calédoniens complété. Ainsi, les administrations ou entreprises qui feraient venir des gens en Nouvelle-Calédonie seraient amenés à payer les frais de quatorzaine. La question est aussi à l'étude pour les autres Calédoniens qui souhaiteraient venir par la suite ». Cette quarantaine coûte cher, et le gouvernement veut donc la faire supporter par ceux qui prennent la responsabilité de venir dans ce territoire quasi-indemne du coronavirus.

Edito

Dépenses militaires en 2019 : vers la stratosphère et au-delàààà !

Au milieu des années 80, Sting chantait « I hope the Russians love their children too »¹. Il réagissait à l'annonce du plus important programme militaire depuis la seconde guerre mondiale : Guerre des étoiles, des États-Unis d'Amérique. En prétendant défendre l'Amérique et les Américains des menaces soviétiques, Ronald Reagan allait produire suffisamment d'armes pour détruire plusieurs fois la planète. En face, les Soviétiques faisaient sans doute de même.

Puis, la fin de la guerre froide avait ouvert la voie à une désescalade des armements et même à une réduction de l'arsenal nucléaire. Mais cette époque semble bel et bien révolue. Entre 2018 et 2019, la progression des budgets militaires **2** a été la plus importante de la décennie (+3,6%) pour atteindre leur plus haut niveau depuis 1989 et la chute du mur de Berlin (1 917 milliards de dollars !).

En comparaison, le 10 octobre 2019, le Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a peiné à réunir 14 milliards de dollars pour financer son programme d'activité bi-annuel 2020/2022.

L'époque change mais la marotte demeure la même. Les USA, la Russie, la Chine et la France ont officiellement annoncé la création d'une composante spatiale en complément de leurs forces armées existantes (terrestre, maritime, aérienne et cybernumérique, généralement) : une Force Spatiale, en charge des opérations militaires dans l'espace ! Il ne fait aucun doute que d'autres pays, qui possèdent des lanceurs de satellites, leur emboîteront le pas dans un avenir proche : l'Inde, l'Iran, le Japon, la Corée du Nord...

Dès lors, nous espérons que les dirigeants de ces pays aiment non seulement leurs enfants, mais également ceux de leurs voisins.

Philippe Yée Chong Tchi Kan

1. « j'espère que les Russes aiment aussi leurs enfants »

2. Source : Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (<https://bit.ly/3ayfseU>)

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond

Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny

Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany

Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;

1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud

2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau

2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Conséquence du coronavirus

« Le sucre a perdu le tiers de sa valeur sur le marché mondial »



Les prix historiquement bas du pétrole rend beaucoup moins intéressant de produire de l'éthanol au Brésil. Cela pousse à produire plus de sucre. La production brésilienne pourrait augmenter de plus de 18 % pour atteindre plus de 35 millions de tonnes. Ce sucre sera moins cher à l'exportation en raison de la dévaluation de la real, monnaie brésilienne, par rapport au dollar. C'est un brutal bouleversement du marché sur lequel est vendu le sucre réunionnais.

Timothé Masson, économiste chargé des marchés à la CGB, syndicat des betteraviers français, indique à Terre Net que « le sucre a perdu le tiers de sa valeur sur le marché mondial ». « Le cœur de la crise est avant tout lié à la crise du pétrole qui fait qu'au Brésil, il est

plus intéressant de faire du sucre qu'on déverse sur le marché mondial (...) que de l'éthanol domestique qui s'est complètement écroulé à cause du pétrole ».

A cela s'ajoute la dévaluation du real par rapport au dollar qui rend les produits brésiliens encore moins cher. « La perspective est que le change continue de soutenir la compétitivité du sucre brésilien sur le marché extérieur », souligne ce rapport, selon lequel la production brésilienne de sucre devrait atteindre 35,3 millions de tonnes, en hausse de 18,5 % par rapport à 2019-2020, indique Terre Net. « Ça veut dire que sur le très court terme, les Brésiliens sont beaucoup plus compétitifs, ils peuvent vendre sur le marché mondial moins cher en dollars, ils auront la même quantité en reals »,

selon M. Masson.

L'Afrique du Sud et la Thaïlande sont concernées par la même tendance que pour le Brésil.

Du côté des industriels du sucre européen interrogé par Terre Net, ce n'est pas encore l'inquiétude. Cristal Union s'est adapté : « Nous avons annoncé, déjà, au mois de décembre, dans nos réunions internes et avec les agriculteurs, que nous avons changé de "business-model", pour devenir plus européens, plus flexibles, plus agiles, et moins sur le marché mondial », selon Alain Commissaire, directeur général. Pour SüdZucker, premier producteur mondial, les prix du marché européen ne baissent pas : de 300 euros la tonne dans l'UE en 2019, ils étaient à 370 euros fin février.

C'est surtout l'éthanol brésilien qui suscite l'inquiétude pour le moment : « le Brésil produit fatalement de l'éthanol. Il ne faudrait pas qu'on se retrouve avec une pression anormale sur nos marchés qui viendrait du fait que le real est dévalué, et qu'avec des excédents chez eux, tout ça se déverse en Europe. Là, ça pourrait être un véritable sujet pour nous », souligne M. Commissaire.

25 % des betteraves récoltées en France servent en effet à fabriquer de l'éthanol. Si de l'éthanol bon marché venu du Brésil inonde l'Europe, alors ces betteraves seront probablement utilisées pour produire du sucre, et donc tireront les prix vers le bas. D'où la demande des industriels d'établir une clause de sauvegarde pour limiter les importations d'éthanol en provenance du Brésil et des Etats-Unis.

M.M.

Billet philosophique

« Connaître, transmettre, positiver »

Ce dimanche 24 mai, Antenne Réunion a rediffusé son émission "Ce soir on se dit tout", enregistrée l'an dernier et animée par Christophe Bégert. Parmi ses invités, en plus de Margie Sudre et de Davy Sicard, il y avait l'artiste et éducateur artistique Alain Séraphine, qui a notamment déclaré : « On est ce qu'on fait ».

Cela nous fait réfléchir entre autres à ce que nous faisons pour cultiver la mémoire historique du peuple réunionnais et en tirer des enseignements pour tracer les perspectives de notre avenir. Une émission diffusée la veille par Réunion 1ère Télé, sous le nom de "Limye Ba Yo", « un concert transcontinental à la mémoire des ancêtres », animé par l'artiste martiniquais Tony Chasseur, qui a cultivé de manière admirable par diverses chansons et réflexions les leçons à tirer de la traite négrière et de l'esclavage.

De nombreux artistes, historiens, philosophes et poètes de Martinique, de Guadeloupe, de Guyane, de Haïti mais aussi de La Réunion ont fait part de leurs idées sur la problématique du "que faire à ce sujet" ? Trois réponses ont été apportées :

1) « connaître l'ampleur de la traite négrière ainsi que les conditions de vie très pénibles des esclaves mais aussi leurs luttes contre ces souffrances, contre le racisme dont ils étaient victimes par les colonialistes » ;

2) « transmettre et éduquer » pour « rendre hommage aux victimes de l'esclavage, célébrer la fraternité, l'amour entre les peuples, et dénoncer le racisme, cette plaie héritée des temps les plus obscures de notre histoire » ;

3) « positiver en se nourrissant de notre mémoire collective pour continuer le combat pour la liber-



Davy Sicard en concert le 20 décembre 2018.

té, contre le racisme et contre l'exploitation de l'homme ».

« Nou la gagn la liberté »

Plusieurs Réunionnais ont apporté leurs contributions très intéressantes à ces problèmes : citons d'abord les chanteurs Christine Salem, pour qui « nou la gagn la liberté », et Davy Sicard, qui a proclamé son célèbre chant "Au nom de mes pères" et où il rappelle que ces esclaves combattants de la liberté, « armés de leurs sagai, galets, pioches, fusils, aujourd'hui c'est avec la plume que je porte leurs cris ».

Citons aussi l'historien Bruno Maillard, qui a rappelé comme d'autres que "les libres de couleur" n'avaient pas les mêmes droits que les Blancs après l'abolition de l'esclavage et que « les préjugés de couleur sont toujours présents ».

Enfin, parlons de la politologue Françoise Vergès, qui a souligné dans cette émission qu'« il faut faire l'éducation de l'esclavage, pour notamment lutter contre le racisme et les discriminations héritées de ce système ».

Un des combats à mener

Cette éducation faisait partie des nombreux projets élaborés par Paul Vergès en concertation avec tout le monde culturel pour créer la Maison des Civilisations et de l'Unité Réunionnaise, dont Françoise Vergès était la directrice ; or ce projet malheureusement a été supprimé par certains politiciens.

Et comme dit Manuel Marchal dans "Témoignages" du 26 mai, « pour les peuples qui ont été colonisés par les Français, ce ne sont que des mythes démentis par la réalité des faits. Or, ce sont bien ces mythes qui constituent une base du néocolonialisme français qui prospère sur une peur du "largage" de ces îles par une "métropole". (...) Près de 20 ans après que la France ait reconnu l'esclavage comme crime contre l'humanité, les dirigeants français vont-ils enfin rétablir la vérité historique et indemniser les descendants des victimes de ce crime contre l'humanité ? ». Voilà un des combats à mener...

Roger Orlu

Otè

Fé késhoz nèv avèk kékshoz vyé ? In mové stratézi d'après moin. Zamé in n'afèr konmsa va marsé !

Si mi baz dsi sak i di dann télé sansa dann bann radyo, dsi sak lé marké dann zoinal-sak lé ékri dann bann rézo sosyo épi dann témoignages lé pa parèye-Donk moin na konm linprésyon i rode fé lo mèm zafèr k'avan. I vé romète dobout bann lantropriz konm zot lété avan lo konfinaz - dizon lo onfyanaz. Dizon i réisi - mèm avèk inndé loupé - sak téi konvien pa nou konm k'i fo, néna troi kat moi i konvienn ar pa nou plis koméla.

Ni pé di, sé la baz k'i konvien pa nou, é si i armète lé shoz konm lété i konvienn ar pa nou myé, konm moin la fine dian-o la. Mi répète mé sé pou myé fé konprann amoin.

In légzanp : ni parl la responsabilité é i di pa, nil par, nou va rékipèr la responsabilité. Poitan si nou l'avé la responsabilité néna dé shoz nou nora myé fé ké sak la puisans kolonyal la vni abou fé. Kisoï dann séktèr la santé, kisoï dann lo séktèr agrikol vivriyé. Kisoï dann tourism, kisoï ankor dann la protékasyon l'vironeman, kisoï ankor konm modèl dévlopman, kisoï konm modèl lédikasyon..

Lé sir moin na poin la plas pou dévlop tout sak moin la rézimé an-o la, mé pou bann léktèr atantif zoinal Témoignages épi bann rézo sosyo, mi pans sak mi di i fé tilt dann zot tête... In légzanp : dann konfinaz nou l'apran i fo roganiz nout prodiksyon agrikol é son komèrsyalizasyon dann l'androi ni lé, ni pé di dann voizinaz. In n'ot légzanp : isi La Rényon nou néna in bonpé plant pou ranfors nout sistèm iminitèr, donk i fo nout laboratoir i travaye la dsi, é sa nou la pa gingn fé ziska zordi...nou lété anpèshé ankor in kou.

Ni pé évok in n'ot n'afèr : lo pèrsonèl santé. Sé in bon pèrsonèl, sa lé sir vi k'lo moun lé pa mor avèk lo covid sof inn mé ousa i lé nout pèrsonèl rényoné an kantité épi an kalité, an formasyon. Ousa i lé nout bann zaktèr santé pou ède nout bann voizin. Néna in mank so koté la, é nou ni romark bien, mèm si bann tête zèf kolonyal, i romark pa si tèlman léspré kolonyal lé anklavé an zot.

Mé zami, zot i koné in n'afèr ? Moin lé sir pars moin la santi sa konm in soubreso, rényoné lé paré pou prann son dévlopman an min-an touléka li bril avèk l'inpasyans-mé lo system I anpèsh ali fé, I mète ali lo baton dann lé rou, I poz lanspèk pou anpèsh ali avanxé.. Alor, sé pou sa si bann néo i vé fé lo nèv avèk lo vyé ? Zamé d'la vi in n'afèr konmsa va marsé. Fransh vérité !

Justin